

# POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

## Perspectives provinciales de Desjardins : Habitation contre matières premières, édition 2024

Par Marc Desormeaux, économiste principal

### Sommaire

- ▶ Notre postulat de base n'a pas changé : les provinces canadiennes les plus axées sur l'habitation et les secteurs sensibles aux taux d'intérêt ressentiront plus fortement le ralentissement économique à venir, tandis que celles qui produisent des matières premières y seront moins vulnérables. Nous pensons que cette opposition sera plus manifeste en 2024.
- ▶ De même, nous restons d'avis que presque toutes les régions du Canada connaîtront des replis en 2024 en raison du poids accumulé des hausses des coûts d'emprunt et de la croissance plus faible de nos partenaires commerciaux. Plus tard cette année, les baisses de taux devraient entraîner un rebond.
- ▶ Un effet de transfert important à la fin de 2023, après une période d'entretien dans les installations de sables bitumineux, devrait stimuler la croissance économique en Alberta en 2024.
- ▶ Le contexte budgétaire s'est détérioré dans plusieurs provinces, mais les politiques fiscales pourraient être plus stimulantes cette année que ce qui avait été prévu auparavant.
- ▶ Avec la croissance de la population la plus forte depuis des décennies, la baisse du PIB par habitant et, par le fait même, de notre niveau de vie apparaît de plus en plus comme un problème dans toutes les provinces. À l'extérieur du Québec, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique, la tendance baissière du PIB par habitant au cours des dernières années est particulièrement frappante.

### VUE D'ENSEMBLE

#### Habitation contre matières premières : la revanche

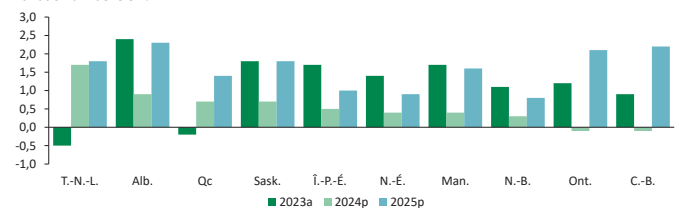
Nous sommes toujours d'avis que les provinces les plus axées sur l'habitation et les secteurs sensibles aux taux d'intérêt ressentiront plus fortement le [ralentissement économique à venir](#), tandis que celles qui produisent des matières premières y seront moins vulnérables (graphique 1). Mais à ce stade-ci, les effets des hausses de taux successives ne se sont toujours pas fait pleinement sentir. C'est pourquoi nous croyons que presque toutes les régions du Canada connaîtront des replis en 2024, induits non seulement par le poids cumulé de la hausse des coûts d'emprunt, mais aussi par la croissance plus faible de nos partenaires commerciaux. Vers la fin

Graphique 1

Les provinces productrices de pétrole éviteront le pire du ralentissement

Prévisions de croissance du PIB réel par province

Variation annuelle en %



a : attendu; p : prévisions

Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, ministère des Finances de l'Ontario et Desjardins, Études économiques

Desjardins, Études économiques : 514-281-2336 ou 1 866-866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS: Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française, nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. MISE EN GARDE: Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement des caisses Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement des caisses Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques du Mouvement des caisses Desjardins n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement des caisses Desjardins. Copyright © 2024, Mouvement des caisses Desjardins. Tous droits réservés.

de l'année, les baisses de taux devraient donner lieu à un début de rebond qui se poursuivra en 2025.

### Quand les faits changent...

**Malgré tout, les nouvelles données nous amènent à ajuster les taux de croissance prévus dans certaines provinces.** Même si le troisième trimestre a été particulièrement faible à l'extérieur du Québec et de l'Ontario, les données publiées depuis laissent entrevoir un rebond de l'activité économique au quatrième trimestre, surtout en Alberta. Cet effet de transfert, après les perturbations dans les ports et les sables bitumineux, devrait stimuler les taux de croissance de l'Alberta et de la Colombie-Britannique en 2024. Par ailleurs, le PIB de l'Ontario continue de surpasser la moyenne nationale, mais nous voyons des signes de faiblesse pour les prochains trimestres. Nous avons également revu à la hausse les prévisions de croissance du Québec pour 2024, en raison de l'effet de rebond lié au retour au travail des employés en grève du secteur public.

**Au moment d'écrire ces lignes, plusieurs marchés de l'habitation semblent en train de se redresser en ce début d'année.** Le ralentissement de l'activité économique devrait peser sur la demande de logements dans les prochains mois. Mais si les acheteurs inondent le marché en prévision de la baisse des taux obligataires et hypothécaires, cela pourrait entraîner d'autres ajustements aux prévisions au prochain trimestre.

### Population en croissance, PIB par habitant en déclin

**L'apport de la population à la croissance économique globale a continué de masquer une faiblesse plus profonde depuis nos dernières perspectives.** Au troisième trimestre, le PIB par habitant, une mesure générale du mieux-être économique, a encore fléchi. La contribution moindre de la croissance de la productivité est une tendance observée depuis longtemps dans toutes les provinces canadiennes (graphique 2), mais le rythme récent de la baisse de la productivité par personne s'approche des [taux ayant précédemment caractérisé les périodes de récession](#). Et nous ne voyons pas beaucoup d'occasions d'amélioration à ce chapitre prochainement. Même avant l'annonce d'une [limite sur les admissions d'étudiants étrangers](#), nous anticipons un [ralentissement des importants gains démographiques](#) – alimentés par les résidents non permanents – observés dans les dernières années. Ce ralentissement pourrait exacerber le repli dans les provinces comme le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique, qui dépendent davantage des résidents non permanents. Et en l'absence d'un apport plus important de l'investissement dans le secteur pétrolier et gazier, le moteur traditionnel des gains de productivité au Canada, ces gains ne devraient pas se matérialiser à court terme. Nous croyons que cette industrie soutiendra la croissance canadienne dans les prochaines années, mais qu'elle ne reviendra pas aux sommets du début des années 2010 (ce qui est conforme aux prévisions du [gouvernement de l'Alberta](#) et de [l'Alberta Energy Regulator](#)).

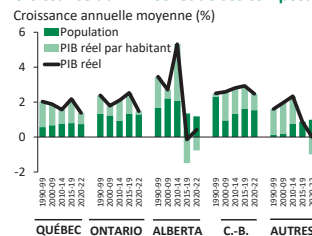
### Le contexte budgétaire est difficile, mais les politiques publiques pourraient devenir plus stimulantes

**Même si de nombreuses provinces ont revu à la baisse leurs perspectives budgétaires dans leur mise à jour de l'automne 2023 (graphique 3, voir notre analyse [ici](#)), les répercussions sur la croissance économique sont mitigées.** D'une part, la marge de manœuvre financière est moindre à l'aube d'une période de faiblesse économique, et certaines baisses d'impôt et de frais pourraient être mises sur pause. Cela se produit dans un contexte déjà difficile où, dans bien des cas, la croissance des dépenses gouvernementales devrait être inférieure au taux de croissance de la population. Malgré tout, des baisses d'impôt sont toujours envisagées dans certaines provinces. De plus, la poursuite des projets d'infrastructure qui avaient accumulé un retard et la bonification de certains plans d'investissement provinciaux pourraient contribuer à l'expansion cette année.

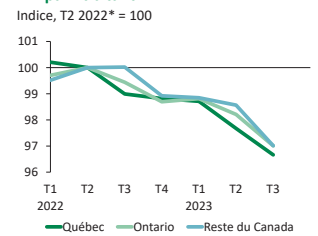
#### Graphique 2

##### La forte croissance démographique continue de masquer une faiblesse économique

##### Croissance du PIB réel et de ses composantes



##### PIB par habitant



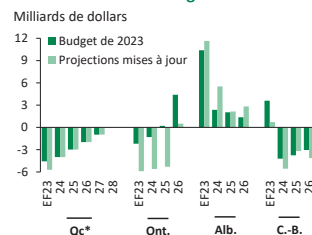
\* Sommet du PIB par habitant à l'échelle nationale.

Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, ministère des Finances de l'Ontario et Desjardins, Études économiques

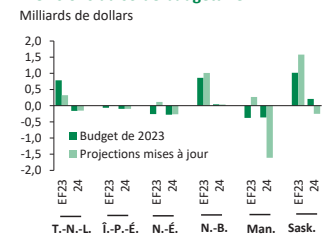
#### Graphique 3

##### Les soldes budgétaires provinciaux devraient être généralement moins bons que prévu

##### Prévisions du solde budgétaire



##### Prévisions du solde budgétaire



\* Après les versements au Fonds des générations.

Documents budgétaires provinciaux et Desjardins, Études économiques

## PROVINCES ATLANTIQUES

**Le rythme de la croissance démographique continuera d'influencer les perspectives économiques de l'Atlantique, et l'horizon est contrasté à cet égard.** D'une part,

comparativement à leurs pairs, les quatre provinces de cette région dépendent peu des résidents non permanents pour ce qui est de la croissance de leur population. Cela signifie qu'une baisse du nombre de ces arrivants risque moins d'amplifier le ralentissement de l'économie à mesure que le marché du travail se refroidira. Par contre, la migration interprovinciale en provenance de l'Ontario, source importante de croissance pendant la pandémie, continue de diminuer à mesure que le travail à distance se fait moins fréquent (graphique 4).

**La bonne nouvelle pour le Canada atlantique est que ses ménages sont beaucoup moins endettés que ceux d'autres provinces** (graphique 5). Donc, les effets des taux d'intérêt élevés ne seront probablement pas aussi importants que dans certaines autres provinces.

**Comme toujours, la trajectoire économique de Terre-Neuve-et-Labrador est dominée par la production pétrolière.** Celle-ci, qui représentait environ 20 % de la production en 2022 (c'est plus que dans toute autre province), devrait augmenter de façon importante en 2024, puisque le champ pétrolifère extracôtier Terra Nova est en voie de retrouver son plein rythme après un arrêt de plusieurs années. Ajoutons à cela l'apport des dépenses en immobilisations dans divers autres projets miniers, et la province la plus à l'est du pays devrait se tailler une place au sommet du palmarès de la croissance cette année. L'industrie de l'hydrogène présente quant à elle un potentiel de croissance à long terme.

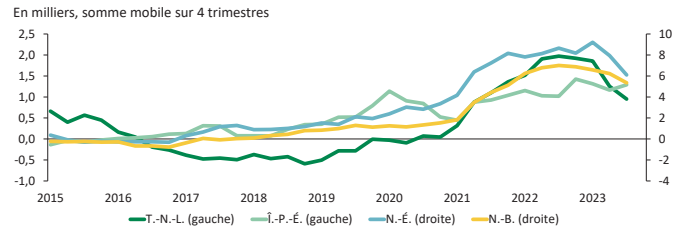
**Du côté de l'Île-du-Prince-Édouard, le changement le plus important depuis nos dernières perspectives réside dans une nouvelle augmentation des dépenses en infrastructures prévues.** Le gouvernement projette maintenant une hausse de 15 % de ces dépenses pour l'exercice en cours, par rapport à 2 % auparavant. Cela devrait venir s'arrimer aux gains de population encore très importants. Les perspectives commerciales sont moins reluisantes, compte tenu du ralentissement de la croissance attendu aux États-Unis et en Chine en 2024. De plus, les exportations ne bénéficieront pas cette année du coup de pouce qu'avait donné la levée de l'interdiction d'importation des pommes de terre aux États-Unis. Finalement, les revenus du tourisme devraient souffrir des taux d'intérêt et d'inflation toujours élevés.

**En Nouvelle-Écosse, la construction sera déterminante.** Même s'ils ne sont pas à l'abri des effets de la hausse des taux d'intérêt, du coût élevé des intrants et de la pénurie de main-d'œuvre, les mises en chantier et les investissements dans le développement résidentiel ont montré de la résilience, surtout à la fin de 2023. Un plan d'infrastructures ambitieux, pour l'instant en voie d'atteindre les dépenses totales prévues au

### Graphique 4

**La migration de l'Ontario vers les provinces de l'Atlantique a atteint un sommet**

**Migration interprovinciale nette en provenance de l'Ontario\***

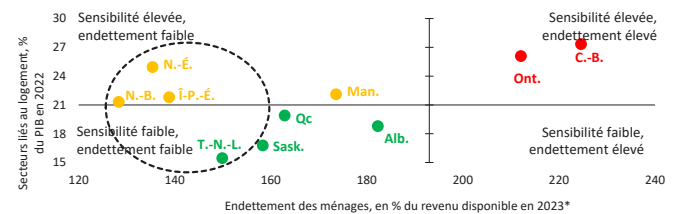


\* Un chiffre positif représente des arrivées nettes en Ontario, un chiffre négatif représente des sorties nettes de l'Ontario.  
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

### Graphique 5

**Le faible endettement des ménages sert le Canada atlantique alors que les taux d'intérêt demeurent élevés**

**Endettement des ménages et sensibilité au logement par province**



\* Basé sur les données des T1 et T2  
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

début de 2023, devrait soutenir les activités de construction non résidentielle. Il reste à voir si les pertes d'emplois seront lourdes dans les technologies ou les services financiers, sensibles aux taux d'intérêt, et pour lesquels la Nouvelle-Écosse est un pôle régional. À ce jour, peu d'indices le laissent croire.

**L'économie du Nouveau-Brunswick se démarque dans la région de l'Atlantique par sa dépendance aux matières premières.** Comme la raffinerie de Saint John, la plus importante au Canada, fait toujours l'objet d'un examen stratégique, les perspectives d'exportation des produits pétroliers ne sont pas très reluisantes. Cependant, nos prévisions faisant état d'une plus grande stabilité des valeurs du pétrole brut après la baisse de l'année dernière augurent bien pour la croissance du secteur. Même chose pour les mises en chantier aux États-Unis et l'industrie du bois d'œuvre de la province. La situation budgétaire du Nouveau-Brunswick demeure un point fort (la province a maintenu l'équilibre budgétaire pendant la pandémie), et l'augmentation prévue des dépenses en infrastructures devrait atténuer les effets du ralentissement économique à venir.

## QUÉBEC

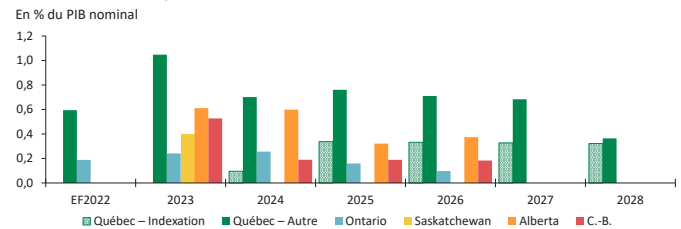
**Dans la foulée de la récession technique de l’an dernier, l’économie québécoise se retrouve au confluent de multiples forces qui devraient générer une croissance supérieure à la moyenne en 2024.** Contrairement à l’Ontario et à la Colombie-Britannique, où de nombreux projets d’habitation avaient été financés avant que les taux d’intérêt et la croissance économique deviennent moins favorables, l’investissement résidentiel au Québec a immédiatement été touché par la hausse des coûts d’emprunt l’an dernier. La faiblesse de la fin de 2023 donne lieu à un effet de transfert faible pour le premier trimestre de 2024. Nous prévoyons toutefois que l’activité de la construction résidentielle soit supérieure à celle d’autres provinces cette année. Les mauvaises conditions météorologiques en 2023 ont eu des répercussions sur les exportations d’hydroélectricité, une composante importante du profil commercial du Québec, mais on s’attend à un rebond cette année. Enfin, les négociations avec les syndicats du secteur public ont entraîné une baisse matérielle de l’activité à la fin de l’année dernière, mais le retour au travail devrait soutenir la croissance au premier semestre de 2024. Cela dit, la croissance de la population a été inférieure à celle de la plupart des autres provinces, une tendance qui devrait se poursuivre l’an prochain.

**Même si la Belle Province ne sera certainement pas à l’abri des effets des taux d’intérêt encore élevés, ses ménages commencent l’année avec quelques avantages.** Un marché du travail très serré limitera les licenciements alors que l’économie canadienne traversera une légère récession au début de 2024. Cela semble avoir soutenu une croissance modeste de la consommation des ménages, malgré des coûts d’emprunt nettement plus élevés. Les mesures d’abordabilité mises en place par le gouvernement provincial, qui sont de loin les plus généreuses au Canada (graphique 6), ont également aidé et devraient continuer d’offrir une marge de manœuvre en matière de dépenses.

## Graphique 6

Le Québec a offert un important soutien financier aux ménages

### Mesures de soutien par exercice financier



EF : exercice financier  
Finances Canada, documents budgétaires provinciaux et Desjardins, Études économiques

## ONTARIO

**Un autre trimestre, une autre croissance du PIB supérieure pour la plus grande province au Canada.** Avec sa croissance nulle au troisième trimestre de 2023, l'Ontario a fait mieux que la baisse nationale de 1,5 % grâce au soutien des dépenses gouvernementales et de l'investissement non résidentiel (graphique 7). La croissance du PIB nominal semble par ailleurs avoir dépassé ce qui avait été prévu dans la mise à jour du budget de novembre 2023, ce qui met la table pour des revenus fiscaux supérieurs aux prévisions pour l'exercice en cours.

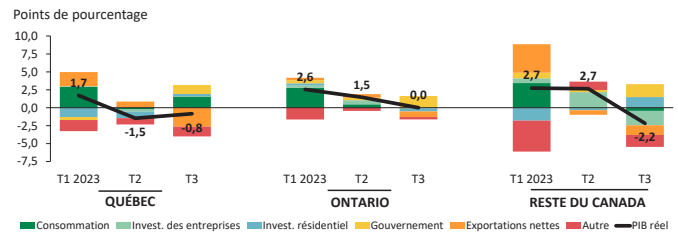
**Mais les données montrent aussi de nombreux signes de faiblesse.** La consommation des ménages a reculé, ce qui est inhabituel en dehors des récessions, malgré une croissance démographique très forte. L'investissement résidentiel a également chuté. Ces deux composantes devraient continuer de fléchir au début de 2024 sous le poids des taux d'intérêt beaucoup plus élevés. L'essor postpandémique de la production et des exportations d'automobiles l'an dernier devrait aussi s'estomper cette année. Et les révisions à la baisse du taux d'épargne des ménages signifient que le coussin financier des consommateurs sera plus mince que nous ne le pensions auparavant.

**De nombreux marchés de l'habitation entament 2024 avec une certaine vigueur, mais il y a deux côtés à cette médaille.** Les ventes et les prix ont fortement augmenté à Toronto et dans certains centres à proximité en décembre 2023, au moins partiellement soutenus par le déclin des taux obligataires et hypothécaires. Cela risque toutefois de limiter encore davantage l'abordabilité. [Selon la SCHL](#), l'Ontario est aux prises avec la rareté de l'offre la plus aiguë de toutes les provinces. Nous prévoyons également une baisse des mises en chantier cette année, puisqu'une bonne partie des activités de construction de l'an dernier avaient été [financées lorsque les taux d'intérêt étaient plus bas](#).

### Graphique 7

**La croissance de l'Ontario a faibli, mais a continué de surpasser celle du Canada au troisième trimestre**

**Contribution au PIB réel**



Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, ministère des Finances de l'Ontario et Desjardins, Études économiques



## MANITOBA ET SASKATCHEWAN

**Nous nous attendons toujours à ce que les économies du Manitoba et de la Saskatchewan dépassent la moyenne nationale en 2024.** Dans ces deux provinces, l'abordabilité relative du logement ainsi qu'une dépendance moindre aux taux d'intérêt et aux secteurs qui y sont sensibles devraient limiter l'ampleur du repli économique. Une question centrale concerne l'important secteur agricole. Des niveaux de production plus normaux à la suite de la sécheresse de l'année dernière devraient soutenir la croissance en 2024, mais les conditions météorologiques défavorables constituent un risque baissier de plus en plus présent. La perspective d'un ralentissement de la croissance dans l'important marché d'exportation chinois pose également un risque de baisse (graphique 8).

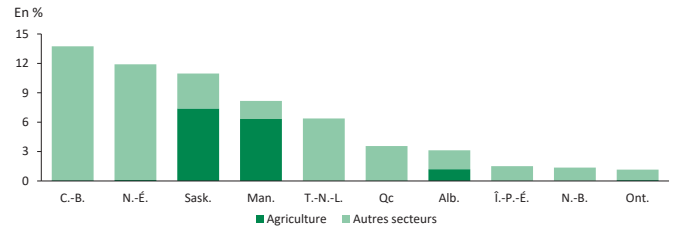
**La croissance de l'emploi à temps plein et du nombre d'heures travaillées au Manitoba a été parmi les plus fortes de toutes les provinces l'an dernier. L'économie manitobaine profite donc d'un bon élan en ce début de 2024.** Cette année, elle devrait continuer de bénéficier des investissements prévus dans les secteurs minier et manufacturier. Le plus grand changement depuis nos dernières perspectives provinciales pourrait bien se trouver sur le plan budgétaire. Le Manitoba subit les répercussions de la révision à la baisse de son assiette fiscale et des pertes de revenus dues à la sécheresse chez Manitoba Hydro, ce qui fait que la province s'attend à un déficit beaucoup plus important que prévu pour l'exercice en cours. Cela laissera moins de marge de manœuvre pour offrir du soutien économique en cas de besoin et pourrait mettre en péril la baisse des tarifs d'hydroélectricité promise lors de la dernière campagne électorale.

**Si les sécheresses qui perdurent nuisent aussi aux finances publiques de la Saskatchewan, nous pensons néanmoins que la province fera mieux que la majorité de ses pairs cette année.** Certes, les perspectives concernant les prix et la production de potasse sont incertaines, mais nous estimons que la production d'uranium continuera d'augmenter dans les mines de McArthur River et de Cigar Lake. Même si le gouvernement a révisé à la baisse ses prévisions de production de pétrole lors de sa mise à jour de mi-exercice, on s'attend toujours à ce que la production de ce secteur augmente de façon constante au cours des prochaines années. De plus, les dépenses en immobilisations liées à la mine de potasse de Jansen, d'une valeur de 7,5 G\$, devraient se poursuivre en 2024. Enfin, la Saskatchewan commence l'année avec l'un des marchés de l'emploi les plus serrés de toutes les provinces, ce qui devrait limiter l'ampleur des licenciements au cours du ralentissement économique du premier semestre. Par contre, la forte croissance de l'Alberta semble attirer de plus en plus de travailleurs, comme cela a été le cas lors de précédentes poussées du cours du pétrole. Cette tendance pourrait limiter la capacité des entreprises de la Saskatchewan à combler leurs besoins de main-d'œuvre à l'avenir.

### Graphique 8

**La Chine est un important marché d'exportation pour les producteurs agricoles des Prairies**

Part des exportations vers la Chine, 2023\*



\* Selon les données de janvier à novembre.  
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

## ALBERTA

**En ce début de 2024, nous sommes toujours d'avis que l'Alberta connaîtra une croissance économique parmi les plus rapides de toutes les provinces.** La contraction particulièrement marquée du PIB réel hors du Québec et de l'Ontario au troisième trimestre indique que la période d'entretien des sables bitumineux que nous avons mentionnée précédemment a eu une incidence importante sur la croissance. Cependant, l'augmentation subséquente de la production de pétrole à des niveaux records (graphique 9) indique qu'un rebond est bien amorcé. En effet, malgré une révision à la baisse des prévisions de production de pétrole brut pour l'année en cours dans la mise à jour budgétaire de novembre 2023, le gouvernement provincial n'a pas modifié sa cible pour l'année prochaine, ce qui laisse présager une croissance plus importante que prévu en 2024.

**Les prix du pétrole brut WTI, qui devraient approcher les 80 \$ US le baril cette année selon nos prévisions, soutiendront l'activité du secteur de l'énergie.** De plus, le pipeline TransMountain, dont la mise en service est prévue plus tard cette année, devrait aider les prix du pétrole albertain.

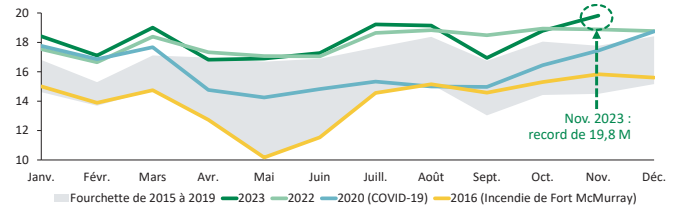
**Les perspectives demeurent bonnes à l'extérieur du secteur du pétrole et du gaz.** Les projets de pétrochimie et d'énergie renouvelable avancent, tandis que la faiblesse du dollar canadien continue d'aider les fabricants provinciaux. Grâce au soutien de la croissance démographique la plus rapide au pays, les ventes de propriétés dans les marchés de Calgary et d'Edmonton demeurent bien au-dessus des niveaux pré-pandémiques. À l'avenir, les baisses d'impôt promises lors de la campagne électorale de l'an dernier, estimées à 3,6 G\$ (0,2 % du PIB), pourraient stimuler les dépenses des consommateurs si elles se concrétisent.

### Graphique 9

**La production de pétrole de l'Alberta a connu un rebond après la période d'entretien**

#### Production pétrolière albertaine

Millions de mètres cubes



Alberta Energy Board et Desjardins, Études économiques

## COLOMBIE-BRITANNIQUE

**Nous croyons toujours que la province la plus à l'ouest du Canada sera l'une des plus touchées par le ralentissement économique causé par les taux d'intérêt.**

La Colombie-Britannique est l'économie provinciale la plus axée sur l'immobilier résidentiel au Canada, et ses ménages sont les plus endettés. La faiblesse des données sur le marché du travail et les ventes au détail publiées depuis nos dernières perspectives provinciales continue d'indiquer que l'économie est particulièrement touchée par les effets cumulés de la hausse des coûts d'emprunt. Comme nous l'avons déjà mentionné, le ralentissement de la croissance en Chine pourrait nuire au commerce, compte tenu de la dépendance des exportations de la Colombie-Britannique à ce pays. Cependant, la plus grande stabilité attendue des prix du gaz et des produits forestiers à la suite de la baisse de l'année dernière est un élément encourageant.

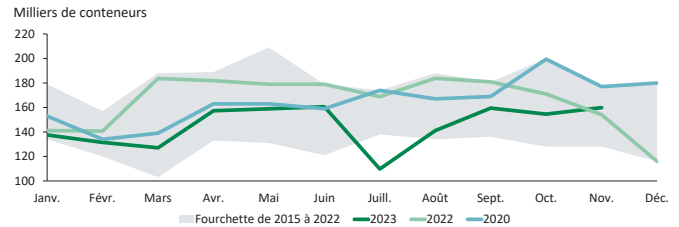
**Cela dit, l'économie de la Colombie-Britannique retrouvait un certain élan au moment de la rédaction du présent rapport.** Depuis la fin des grèves au port de Vancouver, les volumes de conteneurs ont rebondi (graphique 10). Les achats de propriétés se sont aussi redressés à la fin de 2023 en contexte de baisse des taux obligataires. Nous pensons tout de même que le ralentissement économique pèsera sur la demande de logements au printemps, d'ici à ce que la Banque du Canada abaisse ses taux.

**Les finances publiques restent un point fort.** Le faible niveau d'endettement du gouvernement permettra d'offrir du soutien économique au besoin. De plus, les projets d'infrastructure retardés qui seront mis en œuvre au prochain exercice devraient stimuler la croissance en 2024.

### Graphique 10

Les activités de distribution se sont normalisées à la suite de la grève dans les ports

Trafic total au port de Vancouver



Port de Vancouver et Desjardins, Études économiques



## TABLEAU SOMMAIRE DES PRÉVISIONS

TABLEAU 1

Canada : principaux indicateurs économiques par province

	2020	2021	2022	2023a	2024p	2025p
VARIATION EN % (SAUF INDICATION CONTRAIRE)						
<b>Croissance du PIB réel – Canada</b>	<b>-5,0</b>	<b>5,3</b>	<b>3,8</b>	<b>1,1</b>	<b>0,2</b>	<b>2,0</b>
Terre-Neuve-et-Labrador	-4,8	1,0	-1,7	-0,5	1,7	1,8
Île-du-Prince-Édouard	-3,0	8,4	2,9	1,7	0,5	1,0
Nouvelle-Écosse	-4,5	5,9	2,9	1,4	0,4	0,9
Nouveau-Brunswick	-3,6	5,3	1,1	1,1	0,3	0,8
Québec	-4,7	6,7	2,5	-0,2	0,7	1,4
Ontario	-4,5	5,4	3,9	1,2	-0,1	2,1
Manitoba	-4,1	1,3	3,3	1,7	0,4	1,6
Saskatchewan	-4,3	-0,7	6,0	1,8	0,7	1,8
Alberta	-7,8	4,6	5,0	2,4	0,9	2,3
Colombie-Britannique	-3,1	7,1	3,8	0,9	-0,1	2,2
<b>Croissance du PIB nominal – Canada</b>	<b>-4,0</b>	<b>13,4</b>	<b>11,8</b>	<b>2,3</b>	<b>2,2</b>	<b>3,0</b>
Terre-Neuve-et-Labrador	-10,2	18,5	6,8	-4,0	3,9	1,6
Île-du-Prince-Édouard	0,3	14,9	9,3	2,6	2,0	2,0
Nouvelle-Écosse	-1,4	10,0	7,1	2,1	1,6	1,9
Nouveau-Brunswick	-1,8	10,9	7,4	1,4	1,9	1,7
Québec	-1,8	11,6	8,4	3,5	3,2	3,3
Ontario	-2,1	9,8	9,2	4,1	1,4	3,6
Manitoba	-2,2	9,2	8,6	2,4	2,2	2,8
Saskatchewan	-8,0	13,9	29,2	-1,8	2,9	1,3
Alberta	-14,4	24,9	22,0	-0,9	3,2	1,8
Colombie-Britannique	-0,5	15,8	11,0	1,8	1,9	3,3
<b>Taux d'inflation global – Canada</b>	<b>0,7</b>	<b>3,4</b>	<b>6,8</b>	<b>3,8</b>	<b>2,5</b>	<b>2,0</b>
Terre-Neuve-et-Labrador	0,2	3,7	6,4	3,3	2,3	2,0
Île-du-Prince-Édouard	0,0	5,1	8,9	2,9	2,1	2,0
Nouvelle-Écosse	0,3	4,1	7,5	4,0	2,7	2,0
Nouveau-Brunswick	0,2	3,8	7,3	3,5	2,2	2,0
Québec	0,8	3,8	6,7	4,5	2,8	2,0
Ontario	0,6	3,5	6,8	3,8	2,4	2,0
Manitoba	0,5	3,2	7,9	3,6	1,9	2,0
Saskatchewan	0,6	2,6	6,6	3,9	2,3	2,1
Alberta	1,1	3,2	6,5	3,3	2,4	2,1
Colombie-Britannique	0,8	2,8	6,9	4,0	2,5	2,1
<b>Croissance de l'emploi – Canada</b>	<b>-5,6</b>	<b>5,0</b>	<b>4,0</b>	<b>2,4</b>	<b>1,1</b>	<b>2,3</b>
Terre-Neuve-et-Labrador	-6,4	3,6	4,3	1,8	1,3	1,4
Île-du-Prince-Édouard	-3,5	4,1	5,3	5,6	1,0	1,6
Nouvelle-Écosse	-4,6	5,6	3,6	2,7	1,1	1,8
Nouveau-Brunswick	-3,0	3,2	2,7	3,3	0,9	1,6
Québec	-5,4	4,3	3,0	2,4	0,5	1,9
Ontario	-5,4	5,2	4,6	2,4	1,0	2,5
Manitoba	-4,3	3,7	3,2	2,5	1,3	2,2
Saskatchewan	-5,0	2,6	3,5	1,8	1,4	2,3
Alberta	-7,0	5,5	5,2	3,6	1,8	2,6
Colombie-Britannique	-6,2	6,2	3,1	1,6	1,2	2,4
<b>Taux de chômage – Canada</b>	<b>9,7</b>	<b>7,5</b>	<b>5,3</b>	<b>5,4</b>	<b>6,8</b>	<b>6,5</b>
Terre-Neuve-et-Labrador	14,5	13,1	11,2	9,9	10,6	10,5
Île-du-Prince-Édouard	10,7	9,9	7,5	7,4	8,8	8,7
Nouvelle-Écosse	9,9	8,6	6,6	6,3	7,5	7,3
Nouveau-Brunswick	10,3	9,1	7,2	6,6	7,9	7,8
Québec	8,9	6,1	4,3	4,4	5,6	5,3
Ontario	9,8	8,1	5,6	5,6	7,3	7,0
Manitoba	8,2	6,4	4,5	4,8	5,9	5,7
Saskatchewan	8,3	6,5	4,7	4,8	6,0	5,8
Alberta	11,4	8,5	5,8	5,9	7,0	6,7
Colombie-Britannique	9,1	6,5	4,6	5,1	6,6	6,3

a : attendu; p : prévisions

Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Ministère des Finances de l'Ontario et Desjardins, Études économiques